

Nouvelles locales du lundi 06 juillet 2015

@rib News, 06/07/2015 | Politique - Depuis ce samedi 4 juillet, la présidence de la République burundaise diffuse sur les réseaux sociaux un petit documentaire vidéo intitulé "Nkurunziza, Un Homme de Paix". On y aperçoit ses proches vantant les qualités et le mérite du président sortant. Le document dresse également une liste de réalisations sur les deux mandats écoulés. Il faut tout de même préciser que le document a été tourné et achevé avant février. Donc bien avant les événements dramatiques liés à l'annonce de Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. D'aucuns alors s'interrogent si les soutiens dans ce film, y compris ceux qui l'ont produit, auraient-ils accepté d'y participer s'il avait été tourné ces derniers jours.

- Les résultats des dernières élections dans la province de Bururi montrent que le taux de participation est de 34.51%. Ainsi, les partis politiques et coalitions se partagent les voix de la manière suivante: Pour les communales Le CNDD-FDD: 15492 voix; Amizero yabarundi: 7072 voix, Uprona: 2614, Frodebu Nyakuri: 1576, ADC-Ikibiri: 1240, FNL: 411, MSD: 371, RANAC: 326, COPA: 296, MRC: 157 Pour les législatives Le CNDD-FDD: 15179, Amizero yabarundi: 7012, Uprona: 2598, Frodebu Nyakuri: 1580, ADC-Ikibiri: 1574 - Le mouvement anti-3^e mandat du président Pierre Nkurunziza a été ponctué par ses tirs et explosions et qui ont rythmé le quotidien de Bujumbura depuis plus de 2 mois, mais, il semble qu'il finit par s'estomper presque ces derniers jours. Mais la vie n'est pas encore complètement revenue à la normale. À Musaga, Kinanira et Ngagara, la circulation a repris sur les axes principaux mais la plupart des rues entrant dans les quartiers restent barricadées. Les petits commerces dans les quartiers reprennent timidement. Certains lycées et écoles reprennent leurs activités même si les parents, non rassurés par le climat sécuritaire, hésitent encore à y envoyer leurs enfants. Plusieurs maisons restent vides, car beaucoup d'habitants de la ville de Bujumbura ont fui le pays ou d'émigré vers d'autres quartiers ou provinces du pays. - Le parti au pouvoir "Récuse" le nouveau médiateur. Le CNDD-FDD et ses alliés ont récusé, dimanche 5 juillet, le nouveau médiateur dans la crise burundaise, le Sénégalais Abdoulaye Bathily, accusé d'avoir « manqué gravement au respect de la souveraineté du pays ». Le parti CNDD-FDD demande à Bathily de démissionner de son poste de facilitateur dans la crise burundaise parce qu'il a manqué gravement au respect de la souveraineté du pays et s'est donc lui-même ramené comme l'a annoncé son porte-parole, Gélase-Daniel Ndabirabe. Le CNDD-FDD lui reproche de ne pas s'être « rendu » dans son arrivée chez les plus hautes autorités du Burundi, dont le président Pierre Nkurunziza, mais d'avoir plutôt privilégié des diplomates et l'opposition et d'avoir demandé un report des élections. Le parti annonce également toute sa confiance en ce représentant du secrétaire général de l'ONU et lui demande de déposer lui-même sa démission puisqu'il s'est récusé avant d'avoir commencé son travail, a insisté le porte-parole du parti prouvant le rejet de la médiation d'Abdoulaye Bathily survient après sa « récusation » samedi et dimanche matin par les alliés CNDD-FDD composés de l'aile reconnue par le gouvernement du principal parti Uprona et de plusieurs autres petits partis regroupés dans la coalition Copa. Le porte-parole du parti présidentiel a également accusé l'ONU d'avoir « applaudi » sur la Mission électorale des Nations unies au Burundi (Menub) « pour refuser la volonté du peuple exprimée à travers des élections ». Précisons qu'un rapport de la MENUB avait estimé jeudi dernier que les élections législatives et communales du 29 juin s'étaient déroulées « dans un environnement qui n'était pas propice à un scrutin libre, crédible et fédérateur ». Rappelons à toutes fins utiles qu'Abdoulaye Bathily est venu remplacer Said D. l'envoyé spécial des Nations unies dans la région des grands lacs pour tenter de trouver une solution à la crise Burundaise qui dure plus de 2 mois. Celui-ci avait son tour été savouré par la société civile Burundaise et les partis de l'opposition. Il était accusé de partialité en faveur du régime en place. - Les partis de l'opposition disent que le médiateur Abdoulaye Bathily a été récusé par le parti au pouvoir dès son arrivée à Bujumbura et non après son travail comme le parti au pouvoir l'a déclaré. C'est l'avis du Professeur Charles Nditije vice président de la coalition Amizero yabarundi. Il indique par ailleurs que le pouvoir n'a jamais souhaité qu'il y ait un dialogue pour amorcer la crise puisqu'il n'avait pas répondu présent dans ce dialogue. Ainsi, ce député du parti Uprona estime que cela n'est qu'un prétexte du pouvoir pour refuser un médiateur. - Au moment où se tient ce lundi 6 juillet un sommet à Dar-Es-Salaam consacré à la crise au Burundi, les politiciens burundais émettent des avis divergeant quant à l'issue de cette réunion combien crucial pour le Burundi. Selon Rwasa Agathon, la communauté de l'Afrique de l'Est devrait être solidaire avec la communauté internationale pour dénoncer les élections communales et législatives tenues lundi de la semaine dernière au Burundi. Ce responsable de la coalition Amizero yabarundi trouve que ces élections ont été organisées par une seule partie qu'elles n'ont pas été transparentes. Il demande que d'autres élections soient organisées comme cela a été la médiation. - Pour le secrétaire général du parti Uprona, les chefs d'Etats de la sous-région devraient plutôt fuir le Burundi pour avoir organisé des élections telles qu'elles ont pu être tenues. Il estime que ces chefs d'Etats ne sont même pas habilités à confirmer ou infirmer les résultats des élections même s'ils sont les observateurs les plus près de la Diplomatie - Dans cette réunion tenue ce lundi en Tanzanie, les dirigeants de la communauté de l'Afrique de l'Est de nouveau demandé au gouvernement burundais de reporter l'élection présidentielle controversée prévue ce 15 juillet. Ils ont en même temps nommé un médiateur dans cette crise qui est le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni pour essayer d'aider les Burundais à trouver une solution à cette crise déclenchée par la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3^e mandat. Lors de ce sommet tenu dans la ville de Dar-Es-Salaam, les dirigeants de l'Est African Community ont estimé que ce report devrait permettre au médiateur de conduire un dialogue comme l'a déclaré R. Sezibera, le secrétaire général de ladite communauté. Les chefs d'Etats ont aussi recommandé un gouvernement d'union nationale pour le vainqueur de la présidentielle ainsi qu'un envoi des experts de l'Union africaine pour le désarmement de la population civile. | Sécurité - Le secrétaire du MSD en commune de Nyanza-lac de la province Makamba a été kidnappé ce dimanche vers 17 heures. Oscar Ndabazaniye se trouvait sur le parking de Nyanza-lac à proximité de son bureau lorsqu'il a été enlevé par des individus se trouvant à bord d'un véhicule de type Toyota cabine immatriculée CA6457. Ce dernier a tout de suite pris la route vers Rumonge et personne ne sait où il se trouve.

du MSD se trouve pour le moment. **Economie** Les partis politiques de l'opposition burundaise estiment que le pays court une catastrophe économique. Selon un membre et porte-parole de la coalition Amizero yabarundi, la plupart de pays occidentaux et donateurs du Burundi ont contesté les élections législatives et communales du 29 juin dernier et certains ont annoncé qu'ils suspendront leur coopération avec le pays. Ainsi, l'opposition estime que les conséquences nombreuses au moment où le budget général de l'Etat est financé à plus de 52% par l'aide extérieure. FranÃ©ois Bizimana, un des porte-parole de cette coalition explique certaines des conséquences de l'absence de financement extérieur. Il estime que les domaines de l'agro pastoral, de la santé et de l'éducation seront concernés au premier plan puisqu'ils sont chaque fois victimes des coupes budgétaires même en situation normale en cas de révision budgétaire.